

## En Chine, la démocratisation viendra de l'intérieur\*

Stéphanie Balme

L'allocution prononcée le 31 mai dernier par Jiang Zemin à l'Ecole centrale du parti, en préparation du 16<sup>e</sup> congrès, prévu à l'automne, était destinée à donner le ton du futur rapport politique. Lundi 1er juillet, pour le 81<sup>e</sup> anniversaire du PCC, l'éditorial du *Quotidien du peuple* a rappelé ce discours en insistant sur la nouvelle doxa du président chinois, censé pourtant se retirer prochainement du pouvoir. Présentée comme une réforme politique en tant que telle, la théorie des "trois représentativités" est en réalité un projet de modernisation du Parti communiste. Compte tenu de la place centrale qu'occupe le PCC dans l'organisation du pays, son évolution endogène assumée politiquement pourrait toutefois contribuer de façon mécanique à moderniser l'Etat et à le différencier des autres pouvoirs.

Si l'histoire récente incite à la prudence dans l'analyse, elle rappelle aussi la dynamique du parcours idéologique de la Chine depuis vingt-cinq ans. Stipulant officiellement que *"la Chine demeurera au stade initial du socialisme pendant une longue période"*, l'amendement constitutionnel de 1999 permet toutes les innovations idéologiques en allongeant quasiment à l'infini le temps et les étapes à suivre entre la phase primaire, l'établissement puis l'institutionnalisation d'une société communiste. Jiang a depuis évoqué *"les nouvelles façons de penser"* et la nécessaire *"transformation du marxisme"* afin que la Chine *"évolue avec son temps"*. Face aux défis de la globalisation, le parti devrait désormais, selon le dirigeant chinois, intégrer les *"nouvelles classes sociales émergentes"* en devenant *"le parti de tout le peuple"*. Contrairement à ce que martèle la propagande, sa pensée s'oppose en grande partie aux "quatre principes fondamentaux" du régime légués par Deng Xiaoping, à savoir : la dictature du prolétariat, le rôle dominant du PCC, la pensée marxiste-léniniste-Mao Zedong et la voie socialiste.

Concrètement, les "trois représentativités" visent à coopter des scientifiques, des juristes et - surtout - des entrepreneurs privés issus des secteurs technologiques à haute valeur ajoutée et du monde de la finance. Cette disposition, qui va à l'encontre de l'interdiction du mois d'août 1989 d'intégrer des *"capitalistes"*, induirait une recomposition sociologique du PCC. En réalité, nombre d'hommes d'affaires possèdent déjà la carte du parti (soit en récompense de leur succès, soit pour s'être lancés dans les affaires a posteriori), essentiellement pour ce qu'elle représente en termes d'accès privilégié à l'information ou à des réseaux de relations (les *guanxi*). Pékin tente aussi d'éviter que se forme un groupe homogène et autonome d'entrepreneurs privés susceptible de revendiquer une représentation politique spécifique. La

Stéphanie Balme - En Chine, la démocratisation viendra de l'intérieur - Septembre 2002

gauche néomaoïste, qui rassemble les nostalgiques des valeurs de collectivisme et d'égalitarisme ascétique, s'est vivement opposée à cette "*dérive idéologique*", mais la portée symbolique de ses arguments a été limitée par le faible nombre de ses soutiens.

Au-delà des velléités politiques de Jiang Zemin, à qui il est reproché d'avoir outrepassé l'article 16 du PCC pour imposer sa théorie, on observe depuis deux ans une multiplication d'initiatives de la sphère dite "*non officielle*" (*minjian* ). Le chercheur-entrepreneur indépendant Cao Siyuan vient d'animer à Paris une série de conférences qu'il avait préalablement rodées en Chine sur le thème de la refondation du parti. Comme lors du 13<sup>e</sup> congrès, en 1987, le contexte semble à nouveau favorable à un agenda réformiste au-delà des sujets économiques. Certes, à l'époque, il y eut plus de débats que de réalisations concrètes. Réalisations que l'écrasement des manifestations de Tiananmen fit disparaître en grande partie. Cependant, il peut être pertinent de rapprocher les rencontres actuelles entre des hauts responsables chinois et des partis sociaux-démocrates occidentaux, notamment allemand et autrichien, avec les voyages d'études que leurs prédécesseurs effectuaient dans les années 1980 pour s'enquérir du fonctionnement de l'économie de marché. L'époque actuelle est aussi différente en ce qu'elle apparaît plus consensuelle sur le fond, à savoir l'urgence à réformer un système en crise de légitimité sans engager un programme de transition démocratique classique.

Sur la forme, les propositions varient considérablement d'objet et d'intensité. Sont évoqués le changement de nom du Parti, la "*démocratie dans l'entreprise*" , la modernisation du système des congrès ou l'étendue des élections des comités de représentants des villages (la situation actuelle en théorie) aux grandes villes.

L'agenda des réformes possibles sera confronté au renouvellement programmé de plus de la moitié des institutions avec l'intronisation des quatrième et cinquième générations de dirigeants communistes : les premiers aux postes de commande, les seconds en position de conseillers. Nous assisterons bientôt à un chassé-croisé entre l'arrivée de personnalités qui ont été cooptées par les porte-parole d'une réforme politique dans les années 1980 (Hu Yaobang, Zhao Ziyang et Hu Qili) et le retrait des acteurs de la répression de 1989. Concernant le successeur probable du régime, Hu Jintao, rien n'indique dans ce qui est connu de son parcours depuis dix ans qu'il s'opposerait à une restructuration du système. Par ailleurs, nombre d'avancées tant légales que sociales ont été impulsées par des dirigeants conservateurs (Peng Zhen par exemple).

Il reste que la professionnalisation des élites dirigeantes et la rationalisation progressive du système tendent à priver le régime de la maîtrise complète de son évolution, que ce soit au

Stéphanie Balme - En Chine, la démocratisation viendra de l'intérieur - Septembre 2002

niveau intra ou inter-institutionnel. La découverte par les institutions elles-mêmes du rôle politique que celles-ci pourraient jouer est bien le nouveau facteur à considérer pour évaluer la probabilité d'une réforme qui soit plus large que de simples ajustements. Par exemple, l'objectif affiché de rationaliser les compétences législatives, le contrôle de constitutionnalité et l'interprétation des lois pourrait prochainement aboutir à des conflits institutionnels entre les deux catégories de députés au sein de l'Assemblée nationale populaire (la majorité réunie une fois par an contre les 150 membres permanents), entre l'ANP et les assemblées locales, et, enfin, entre l'ANP, le bureau politique et la Cour suprême, actuellement en quête de missions nouvelles.

La démocratie n'aura en Chine de chances réelles que lorsque celle-ci apparaîtra par défaut, c'est-à-dire comme la solution la moins coûteuse politiquement pour sortir d'un conflit entre les institutions déjà existantes, parfois concurrentes au sein de l'Etat-parti, et/ou entre des élites opposées. Le régime n'aura alors qu'à imposer, comme aujourd'hui avec les "trois représentativités", la définition d'une nouvelle "*ligne [politique] juste*". Ce sont donc bien des facteurs internes et non la participation de la Chine à la mondialisation qui devraient durcir l'Etat-parti ou le démocratiser. Les institutions globales pourraient jouer le rôle d'accélérateur d'une volonté politique a posteriori, et seulement si elles-mêmes sont irréprochables. On le voit, la réinvention d'un modèle chinois, fondé non plus sur les ruines du maoïsme mais sur l'héritage de Deng Xiaoping, se nourrit de paradoxes qui ne sont qu'apparents. Ainsi, Jiang Zemin, qui n'a accordé durant son mandat aucun pouvoir politique supplémentaire à la société comme aux institutions, préparant son départ ou son maintien au pouvoir, présente aujourd'hui une politique réformiste. Pour marquer une rupture, il faudrait cependant que, au-delà des discours, des actes concrets soient posés.

Or l'entêtement à maintenir le rôle dominant du PCC tend à invalider toute réforme politique limitée à sa seule "démocratisation", sauf si, bien sûr, le pluralisme institutionnalisé en interne rendait vite nécessaire la légalisation d'une opposition à l'extérieur du parti, ou bien engendrait une crise institutionnelle "*positive*".

\*Article paru dans Le Monde, édition du 16.07.02